

Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) Organisation guinéenne de défense des droits de l'Homme et du citoyen (OGDH)

Communiqué de presse

Les autorités guinéennes doivent garantir la sécurité des manifestants, permettre le retour au calme et organiser des élections législatives crédibles et transparentes

Conakry, Paris, Nairobi, le 1er Mars 2013 – La FIDH et son organisation membre en Guinée, l'OGDH, sont vivement préoccupées par la situation politique et sécuritaire qui prévaut à Conakry, à la suite des violences survenues au cours d'une manifestation le 27 février 2013. Nos organisations appellent les autorités guinéennes et les partis politiques à s'abstenir de toute violence et à retrouver un cadre de dialogue constructif en vue de la tenue d'élections législatives crédibles et transparentes.

Mercredi 27 février 2012, de nombreux affrontements ont eu lieu à Conakry, principalement dans les quartiers de Hamdallaye, Carrefour Concasseur et Taouyah, entre les forces de l'ordre et des partisans des principaux partis de l'opposition, réunis au sein du Collectif des partis politiques pour la finalisation de la transition (CPPFT), de l'Alliance pour la démocratie et le progrès (ADP) et du Club des Républicains (CDR), mais aussi des militants de la mouvance présidentielle.

Cette manifestation, organisée pour protester contre l'opérateur électoral et en faveur du vote des Guinéens de l'étranger, a notamment été marquée par de très nombreux blessés, plus d'une centaine, et, selon des informations concordantes, le décès d'au moins un manifestant et d'un agent des forces de l'ordre des suites de leurs blessures.

Depuis mercredi, plusieurs incidents ont eu lieu dans différents quartiers de Conakry et la situation, ce vendredi, reste préoccupante, des violences agitant les quartiers de Madina, Bambeto et Taouyah notamment.

« Il est important de faire la lumière, dans les meilleurs délais, sur les violences commises depuis mercredi et de garantir, en toutes circonstances, la sécurité et le droit à manifester » a déclaré Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH, qui a ajouté : « c'est une condition sine qua non de l'instauration d'un État de droit respectueux des droits fondamentaux »

Ces violences s'inscrivent dans un contexte politique particulièrement tendu, autour de l'organisation des élections législatives, prévues le 12 mai 2013. De précédentes manifestations, en particulier le 27 août et le 10 mai 2012 s'étaient déjà soldées par d'importantes violences et un lourd bilan humain. Une rencontre a cependant été prévue le 4 mars entre le Chef de l'État et les différents partis politiques d'opposition autour des échéances électorales à venir et du renforcement de l'unité nationale.

« La première marche du 18 février, qui s'est déroulée dans de très bonnes conditions, a été un succès pour la jeune démocratie guinéenne, salué par tous et il faut impérativement éviter de retomber dans une logique de violence. Pour cela, il est nécessaire que les acteurs politiques puissent dialoguer afin d'organiser des élections législatives au terme d'un processus inclusif, conformément aux accords de Ouagadougou du 15 janvier 2010. Les Guinéens dans leur ensemble aspirent à la démocratie et au respect de leurs droits fondamentaux », a déclaré Thierno Maadjou SOW, président de l'OGDH.

La FIDH et l'OGDH rappellent aux autorités guinéennes leurs obligations en vertu de la Charte africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance, en vigueur dans le pays depuis 2011 et du Protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance, deux instruments dont les dispositions garantissent l'organisation et la tenue de scrutins libres, transparents et justes.

Contacts presse:

Arthur Manet (Français, anglais, espagnol) - Tel: +33 6 72 28 42 94 (à Paris) – Email : presse@fidh.org
Audrey Couprie (Français, anglais, espagnol) - Tel: +33 6 48 05 91 57 (à Paris) – Email : presse@fidh.org